

(Atmosphère de renouveau) en Ukraine

04.10.2018

D'un coup d'oeil

Avec près de 45 millions d'habitants, l'Ukraine est le septième pays le plus peuplé d'Europe, dont il détient un tiers des terres de culture. Quatre ans après la révolution de Maïdan, le pays traverse de profonds changements. Sur place, les entrepreneurs suisses qui ont participé à la mission économique de la secrétaire d'État Marie-Gabrielle Ineichen-Fleisch ont pu constater que le nouvel esprit d'ouverture et le rythme élevé des réformes du gouvernement ukrainien offrent un vaste potentiel.

L'Ukraine n'est pas très présente dans la perception de l'Europe occidentale et lorsqu'elle apparaît dans les nouvelles, la guerre et la corruption font les gros titres. Pourtant, il se passe actuellement beaucoup de choses dans le septième pays le plus peuplé d'Europe, comme l'ont constaté les représentants d'une mission économique menée par la secrétaire d'État Marie-Gabrielle Ineichen-Fleisch..

Le rythme des réformes politiques et économiques est impressionnant: en un temps record, le remboursement de la taxe sur la valeur ajoutée est devenu opérationnel et un tribunal anti-corruption a été instauré. Le secteur informatique est rapidement passé en troisième position des exportations (après la métallurgie et l'industrie alimentaire). Sur les plans politique et économique, le pays est en passe de s'affranchir avec succès de la Russie – dont il était très dépendant – et d'établir des relations avec l'Ouest. Du 140^e rang sur 190 pays recensés par l'indice «Ease of Doing Business» 2012 de la Banque mondiale, l'Ukraine est passée aujourd'hui au 76^e.

Ouverture inaccoutumée des responsables gouvernementaux

«Invest in Ukraine, now» est d'ailleurs ce que le gouvernement, les sociétés de conseil et les fonds d'investissement suggèrent aux représentants économiques suisses. Selon une représentante du gouvernement, l'Ukraine ne s'est jamais aussi bien portée depuis l'effondrement de l'Union soviétique et a, en plus, une administration qui est «la plus transparente depuis 27 ans, grâce notamment à une population civile critique et donnant de la voix». Pour preuve, elle parle sans fard de la corruption qui continue de sévir (Ukraine au 130^e rang sur 190 dans l'indice de corruption de Transparency International et donc le deuxième pays le plus corrompu d'Europe, après la Russie), de l'État de droit sur lequel les entreprises ne peuvent pas toujours compter ainsi que du manque de personnel qualifié dû à la forte émigration de ses compatriotes compétents vers la Pologne, la Tchéquie ou les pays d'Europe occidentale (les autorités statistiques d'Ukraine estiment que près de cinq millions d'Ukrainiens travaillent à l'étranger).

Comparer l'Ukraine à la Suisse serait cependant une erreur. Comme le préconisent les Ukrainiens et les représentants d'entreprises déjà implantées sur place, il faut la mesurer à ce qu'elle était il y a quatre ou cinq ans. Au regard des conditions-cadre économiques, elle partait clairement de bien plus

bas. Aujourd'hui, il est plus rare que les interlocuteurs dans les administrations fassent la sourde oreille, et l'on trouve des personnes très motivées mettant tout en œuvre pour de vraies solutions. Tous tablent fermement sur une amélioration des liaisons aériennes, des routes et du système bancaire, sur un combat efficace contre la corruption et un État de droit renforcé.

Les incertitudes amènent une ombre au tableau

Certains représentants d'entreprises restent cependant sceptiques, car la guerre continue en effet dans l'est du pays. L'issue des élections parlementaires et présidentielles l'année prochaine est incertaine, le revenu par habitant est faible (attendu en 2018: USD 2820 USD), tandis que l'inflation (attendue en 2018: 11 %) et l'endettement (attendu en 2018: 78,3 % du PIB) sont élevés. Si le FMI devait refuser de nouvelles aides, l'Etat serait menacé de faillite. Pour récupérer de la profonde crise de 2014 et 2015, l'économie dans son ensemble devrait croître bien plus fortement que les 3,3 % pronostiqués pour 2018. Les défis ne manquent donc pas.

Mais si l'Ukraine parvient à attaquer ses problèmes structurels à la racine, l'intérêt des entreprises suisses augmentera considérablement dans les années à venir. Après tout, c'est un grand marché proche qui les attend, avec de vastes terres de culture, une main-d'œuvre qualifiée, des coûts d'énergie et de salaires comparativement faibles et un sérieux retard à combler en matière d'infrastructures – et de consommation.